

Revue des Livres

Fondation Robert Kriepps (Éd.): *Démocratie – Justice – Culture – Education. ROBERT KRIEPS (1922-1990)*. Esch-sur-Alzette, 2009, Édition Le Phare, 480 pages, 35 €.

Peu avant le 20^e anniversaire de son décès, un livre bien étayé a paru, en hommage à Robert Kriepps. Outre les textes et les discours les plus importants du ministre défunt (2^e partie), il contient les témoignages et réflexions de 25 auteurs, dont la plupart lui sont encore aujourd'hui largement reconnaissants d'avoir été leur mentor et de les avoir amenés à faire du bon travail, sous sa responsabilité. D'aucuns puissent largement dans leurs souvenirs personnels et produisent de petits récits éclairant des détails intéressants, tandis que d'autres se sont sérieusement documentés, avant de composer un travail quasiment scientifique. Les textes ont été réunis et publiés sous la direction de Franz Fayot et de Marc Limpach.

La diversité des contributions est telle que nous devons nous contenter de mettre en exergue celles qui nous ont paru révélatrices, excédant l'anecdote ou les péripéties et qui définissent ainsi le personnage principal. De ce point de vue, il faut surtout souligner

la biographie de Robert Kriepps par Marc Limpach, qui prend à elle seule 70 pages et qui est d'une objectivité remarquable.

Dans le 2^e quart de sa course, le 20^e siècle a donné à Robert Kriepps un vécu dont il tira des clartés saisissantes. Quand l'extrémisme inhumain des nazis dégringola sur lui, à la conquête de son individualité, tout autant que du monde, il s'opposa efficacement à la moindre tentative d'assimilation. Alain Meyer précise même qu'il refusait de perdre son âme, afin de ne pas s'abaisser au niveau des tortionnaires qui l'exposaient aux pires humiliations. Bien au contraire, les souffrances qu'il encourut aux camps de concentration le rapprochèrent encore plus de son père et des codétenus. A son retour dans la patrie libre, il ne se laissa point décourager par les effets négatifs de la guerre sur le moral de la population. Son expérience du bourreau et ses études de droit le mettaient en mesure de s'engager dans une carrière politique exemplaire qui importunait les dirigeants trop portés au conservatisme. Robert Kriepps alla jusqu'à couper l'appétit à la droite cléricalle en appliquant sans compassion l'axiome que la méditation lui avait

sans doute appris dans les camps nazis, à savoir que la dignité de l'homme devait être la mesure de tout.

Cette prémisse était à la base de son action politique pour une plus grande justice sociale. Il modernisa la législation pénale, jusque-là essentiellement punitive, et il abolit la peine de mort, deux ans avant Robert Badinter en France. Gaston Vogel dit de la révolution paisible des lois et des mœurs qu'elle fut « *la grande œuvre de Krieps* ». Et l'avocat ne se prive pas de décrire l'état sclérosé du droit luxembourgeois, avant les réformes et le dépoussiérage du code civil, notamment dans les domaines du régime matrimonial et dans celui des relations du citoyen, face à l'État et à son appareil répressif. Selon Gaston Vogel, Robert Krieps avait pour objectif de secouer le Pouvoir afin de le responsabiliser.

Tous les coauteurs de ce livre décrivent Robert Krieps comme un homme de liberté et de conviction, comme orateur excellent et comme décideur pratique et pragmatique. Ils louent ses décisions efficaces en faveur des droits de l'homme et contre toute sorte de discrimination, ainsi que son rôle précurseur dans la création d'un espace judiciaire européen. La démocratisation de la vie culturelle fut son concept-clé pour faire de l'art – au sens le plus large du terme – l'affaire de tous. Guy Linster nous remet en mémoire que Robert Krieps engagea les Luxembourgeois à élargir considérablement leur champ culturel, en l'ou-

vrant aux patrimoines sidérurgique, industriel et naturel, n'en déplaise à ces messieurs du *Luxemburger Wort*. Les rédacteurs de ce quotidien influent voyaient la démocratisation de la culture d'un mauvais œil et soupçonnaient les socialistes de s'en servir pour écarter les classes bourgeoises, cultivées à l'ancienne, de l'exercice du pouvoir. Qui avait peur du slogan « *Kultur macht frei* » ?

La création du fonds culturel national et la réforme des instituts culturels, à savoir de la Bibliothèque Nationale, des Musées et Archives de l'État, étaient aussi remarquables que l'animation socio-culturelle mise en route sur une échelle décentralisée. Le ministre invita l'habitant à prendre possession d'une citoyenneté culturelle, non pas populiste mais responsable, « *favorisant l'exercice de ses droits et visant à réaliser l'équilibre entre l'épanouissement individuel dans la liberté et la conscience de la liaison de l'individu à sa communauté.* » Ici Robert Grégoire a raison d'ajouter que les réalisations culturelles de Robert Krieps s'étendirent jusque dans les villages (et même jusqu'au Fond de Gras).

Le Service national de la Jeunesse et le Centre d'Ecologie et de la Jeunesse de Hollenfels se développèrent eux aussi grâce à la volonté du ministre de l'Education.

Le chapitre *Education* tient étonnamment peu de place dans le livre, comparé aux pages réservées à *Démocratie* et à *Justice*. On aurait pu l'in-

clure dans le chapitre *Culture*, afin que la maigreur de ce dossier passât inaperçue. Ainsi, on reste un peu sur sa faim en ce qui concerne les résultats de Robert Krieeps dans le domaine de l'Éducation nationale. Il s'y laissa guider par les principes qui furent indubitablement les siens, en voulant une école qui protégeât les faibles, qui luttât contre l'échec scolaire et qui brisât l'appartenance de l'école à la droite. Si la revalorisation de l'enseignement technique et de la formation professionnelle fut un grand succès, il n'en fut rien, à première vue, du tronc commun. Guy Linster et Cornel Meder ne finissent pas de s'en plaindre. Toutefois, ils ont eu la satisfaction de constater que de nombreuses prescriptions de la loi du 23 avril 1979 sont entrées peu à peu dans l'enseignement, par la petite porte.

La deuxième partie du livre ressemble beaucoup à un cours d'éducation politique et démocratique qui s'appuie exclusivement sur des textes et des discours de Robert Krieeps. Le lecteur attentif des 301 pages précédentes y est préparé, mais on peut quand même lui conseiller de prendre un bon bouquin d'histoire contemporaine à côté, à moins qu'il ne jouisse d'une mémoire d'éléphant et qu'il se rappelle tous les contextes d'il y a deux à quatre décennies. Un tableau récapitulatif ou sommaire des principaux événements politiques aurait dû précéder ces pages. Leur lecture peut être recommandée à celles et ceux qui n'auraient pas encore compris que les

affaires publiques ne peuvent pas se gérer au fil des jours. Il faut en effet que les gouvernants tiennent compte, dans la gestion quotidienne, de la vérité historique, et qu'ils s'appuient sur une philosophie et des conceptions d'ensemble, afin de faire progresser le pays sur la voie de la démocratie. De nouveaux espaces de liberté, il en reste toujours à découvrir, et des intolérances, il en reste toujours à combattre.

Le livre, dont la première partie est richement illustrée de photos historiques et même de quelques caricatures, a le mérite de nous rendre Robert Krieeps, sa personnalité et ses écrits. Tous ceux qui l'auront étudié seront à même d'enrichir le débat politique d'aujourd'hui. C'est d'ailleurs un des buts, et non pas des moindres, de la Fondation Robert Krieeps.

Armand LOGELIN

Guillaume, François: *Mon Dico Du Vélo*, Éditions Ultimomondo, Sandweiller, 2010, 88 pages, 19 €.

Il est passablement étrange de lire le livre de quelqu'un qui, pour la circonstance, a voulu être un autre. «*Étrange*» équivaut, ici, à «*curieux*». Il est d'ailleurs «*curieux*» aussi de voir comment ce quelqu'un peut changer de ton et s'amuser ouvertement, alors qu'on le connaît plutôt comme docteur professeur en langage chétié, classique (et par-là très distingué).

Bref, si Frank Wilhelm se démet de sa toge, devient François Guillaume, le